

**FONDS COMMUN DE PLACEMENT D'ENTREPRISE
« SOCIETE GENERALE ACTIONNARIAT (FONDS E) »**

**Procès-verbal de la réunion du Conseil de surveillance du
Fonds Commun de Placement du 3 décembre 2025**

Etaient présents ou représentés :

Représentant la Direction :

- Maelenn ALIX
- Laurent PONTARINI
- Frédéric BARROYER
- Cécile COLLON
- Elodie DERUFFE
- Hélène LEMOIGNE
- Sergio PERREIRA
- Jérôme LHOMME
- Sandra PUTATTI
- **Représentant les salariés :**
- Salima BEKHOUCHE
- Bérengère CARMAGNOLLE
- Alexandrine DAUMONT
- Laurent GALLARD
- Emmanuelle PETELLE
- Sandrine PICARD
- Jean-Gaël POULIQUEN
- Filip PLAQUI
- Nicholas THROUP
- Sébastien WETTER
- Philippe LE DAUPHIN
- Laurence FHIMA
- Stéphane Sallé
- Catherine PICCOT

- Bruno ALVES (suppléant),
- Olivier DRANSART (S)
- Corine FRIOT (S)
- Christophe HOUZE (S)
- Sandrine MIMOUN (S)
- Julien NOBLET (S)
- Paul-Henri PERRIER (S)
- Nina Somphone SANTOS (S)

Etaient absents :

Représentant la Direction :

- Charlotte BONNAUD, Marie CLEMENCEAU, Sophie DESLOGE, Pascal GALLIENNE, Marie-Cécile GUYADER, Tanya NEUMANN, Elodie PECOT, Laurence RABUT, Lucie PETYTS de MORCOURT, Elisabeth KRESS, Alizé DABRY-CHANTEREAU, Aymeric de MONICAULT, Jean-François GAU, Jérémy LECONTE, Marie LOISELAY, Véronique WEBER, Julien HUILLIER, Ligia CHAPARRO.

Représentant les salariés :

- Cyrille d'AUBIGNY, Nicolas LAMORE, Delphine LE LOUET, Pascale QUERO, Isabelle BOUTELOUP, Nelly VERNIERES
-
-

QUORUM : les deux tiers au moins de ses membres sont présents ou représentés par leurs suppléants.

MAJORITE : les décisions sont prises à la majorité relative des votes exprimés par les membres titulaires présents ou remplacés par un suppléant.

CP R

Conformément aux dispositions de l'article L.214-165 du Code Monétaire et Financier et à l'Instruction 2011-21 de l'Autorité des Marchés Financiers, le Président du Conseil de surveillance soumet à ses membres, présents ou représentés, les points suivants :

Article 1 - Approbation du compte-rendu du Conseil de surveillance du 7 mai 2025

Le Conseil de surveillance valide le compte-rendu du Conseil de surveillance qui s'est tenu le 7 mai 2025.

Après délibérations, le compte-rendu susvisé est adopté par :

 23 voix favorables,

 0 voix défavorables,

 0 abstentions.

Article 2 – Compte-rendu de la gestion du Fonds SOCIETE GENERALE Actionnariat (Fonds E).

Le gérant commente les documents de gestion, la performance du fonds depuis le dernier Conseil de surveillance.

Article 3 – Modifications du règlement du Fonds Société Générale Actionnariat (Fonds E)

a. Approbation des modifications de l'article 3 - Orientation de la gestion

Dans la mesure où le Fonds E n'est jamais investi en OPCVM monétaires, les deux références à cette possibilité dans l'article 3 du règlement sont modifiées afin de supprimer cette possibilité.

Après délibérations, les modifications sont adoptées par :

 21 voix favorables,

 0 voix défavorables,

 2 abstentions.

Le Conseil de surveillance accepte donc ces modifications et autorise la Société de gestion à mettre à jour le règlement du Fonds SOCIETE GENERALE Actionnariat (Fonds E) en conséquence.

b. Information sur les modifications apportées à l'article 16 « Frais de fonctionnement et commissions »

L'article 16 a été modifié sur les principaux points suivants :

- En conséquence de la suppression au sein du Règlement de la possibilité d'investir en OPCVM monétaires, la mention « Néant » a été indiquée à la rubrique « Frais indirects maximum » du tableau de l'article 16.
- Conformément à la réglementation AMF, le détail des Frais de fonctionnement et autres services a été précisé au sein de l'article 16.
- Commission de mouvement :

A compter du 1er janvier 2026, en application de l'article 319-14 du Règlement Général de l'AMF, la perception de commissions de mouvement par les sociétés de gestion de portefeuille est interdite. Le Fonds E n'est toutefois pas concerné car il n'en supporte pas.

L'article 16 a néanmoins été modifié afin de préciser :

- qu'aucune commission de mouvement n'est perçue au titre du Fonds E (mention « Néant » dans le tableau). La mention « commission de mouvement » qui y figurait visait les frais d'intermédiation et non une commission de mouvement ;
- que les frais d'intermédiation (frais de transaction) sont à la charge de l'entreprise.

L'article 16 ainsi modifié est repris ci-après dans son intégralité :

« Article 16 – Frais de fonctionnement et commissions »

	Frais facturés au Fonds	Assiette	Taux barème	Prise en charge Fonds/Entreprise ¹
1	Frais de gestion financière	Actif net	1,00% TTC maximum l'an	Entreprise
2	Frais de fonctionnement et autres services ²	Actif net ou forfait	Accord entre l'Entreprise et la Société de gestion	Entreprise (ou Société de gestion)
3	Frais indirects maximum (commissions et frais de gestion)	Néant		
4	Commissions de mouvement	Néant		
5	Commission de surperformance	Néant		

Les frais liés à la recherche au sens de l'article 314-21 du Règlement Général de l'AMF sont payés à partir de ressources propres de la Société de gestion.

¹ Les frais indiqués, pris en charge par l'Entreprise ou par la Société de gestion n'impactent pas la valeur liquidative des parts du fonds.

² Ces frais de fonctionnement et autres services incluent :

- les frais et coûts d'information clients et distributeur (notamment les frais liés à la constitution et à la diffusion des documents réglementaires) ; ils sont pris en charge par la Société de gestion ;
- les frais liés au dépositaire, au teneur de compte et au valorisateur ; ils sont pris en charge par la Société de gestion ;
- les frais de commissariat aux comptes ; ils sont pris en charge par l'Entreprise.

Les frais d'intermédiation liés aux opérations sur le titre Société Générale sont pris en charge par l'Entreprise.

Description succincte de la procédure de choix des intermédiaires :

Les intermédiaires financiers assurant la prestation d'exécution sont sélectionnés sur la base de critères, dont :

- La qualité d'exécution,
- La qualité des informations (marchés et suivi des ordres),
- La capacité à identifier les sources de liquidité,
- La qualité des circuits (interfaçage des outils),
- Le dénouement des opérations,
- Le coût.

Les intermédiaires concernés font l'objet d'une évaluation périodique. »

Le Conseil de surveillance prend acte de ces modifications apportées au règlement, communiquées à titre d'informations, qui n'entraînent pas de remarque particulière.

c. Approbation des modifications de l'article 20 (premier paragraphe). – Rapport annuel

Les dispositions de l'article 20 relatives au rapport annuel sont modifiées afin de préciser que ce rapport est adopté par le Conseil de surveillance et mis à disposition des porteurs dans le délai maximal de 6 mois suivant la clôture de l'exercice, conformément à la réglementation applicable (règlement-type AMF).

Compte tenu de ce qui précède, l'article 20 est rédigé comme suit :

« Chaque année, dans les plus brefs délais après l'adoption du rapport annuel par le Conseil de surveillance et au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, la Société de gestion adresse à l'Entreprise l'inventaire de l'actif attesté par le Dépositaire, le bilan, le compte de résultat, l'annexe établis conformément aux dispositions du plan comptable en vigueur, certifiés par le Commissaire aux comptes et le rapport de gestion.

La Société de gestion tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport annuel qui peut être, en accord avec le Conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'Entreprise.

Le rapport annuel indique notamment :

- *le montant des honoraires du Commissaire aux comptes,*
- *les commissions indirectes (frais de gestion, commission de souscription et de rachat) supportées par le Fonds. »*

Lors de la discussion, il a notamment été rappelé que le rapport annuel est soumis aux membres du Conseil avant l'Assemblée générale de Société Générale.

Les membres du Conseil de surveillance ont convenu de reporter au prochain Conseil le vote sur les modifications éventuelles à apporter à l'article 20 du règlement du Fonds E.

Les membres ont été informés de la date du prochain Conseil qui a été fixée au 7 mai 2026.

Article 4 – Questions diverses

Esalia :

- Demande à ce que les porteurs de parts puissent visualiser, comme précédemment, le détail des avoirs disponibles et indisponibles par fonds et par échéances.

Réponse : la demande sera faite auprès d'ESALIA

- Espace « Documents », demande de faire évoluer le libellé de certains documents mis à disposition des porteurs de parts.

Réponse : une demande a été faite mais une évolution sera conditionnée à sa faisabilité technique.

Communication à l'égard des porteurs de parts :

- Demande qu'un point sur la communication (sujets thématiques) puisse être mis à l'ordre du jour des conseils
- Demande de l'envoi de courrier (3 fois par an) aux porteurs de parts à des fins d'informations au nom du Conseil de surveillance, dont l'un serait envoyé en lien avec l'Assemblée générale.

Réponse : Les questions à ces questions seront étudiées en concertation avec la Société de gestion.

- Questions posées par M. Sallé :

1/ Exposé des principes et de l'ensemble des écritures passées pour la comptabilisation des 101 M€ de charges liées au PMAS 2025 (cf. communication financière SG du T3 2025 page 28). Exposé des changements récents des pratiques comptables.

Sur ce 1^{er} point, il est rappelé que ce Conseil de surveillance est une instance de gouvernance relative au Fonds E exclusivement et non à l'actionnariat salarié du groupe. Le PMAS est un programme mondial et non limité à sa partie résultante en Fonds E.

Ainsi, sans entrer dans un détail comptable du calcul de la décote sur ce programme mondial, le principe du calcul actuel est le suivant :

Le coût de la décote est calculé uniquement en norme IFRS (contrepartie de l'avantage octroyé au salarié) et correspond globalement à :

- la différence entre le prix de souscription pour le salarié (prix décoté) et le prix de l'action le dernier jour de la période de souscription
- multiplié par le nombre d'actions souscrites.

Cette charge est minorée pour tenir compte de l'incessibilité de 5 ans des avoirs souscrits au PMAS, minoration qui était plus favorable avant un changement dans les normes comptables. Dans le calcul actuel, il est tenu compte par exemple des débloqués anticipés, étant donc intervenus avant l'échéance des 5 ans et, d'une juste valeur basée sur le coût d'un prêt/emprunt de titres secs.

2/ Exposé par SG IS des principes et d'un chronogramme des opérations liées à ce PMAS. En annexe, je souhaite avoir le grand livre associé (à savoir l'ensemble des mouvements comptabilisés en partie double : date du mouvement, comptes impactés, entité juridique associée).

L'ensemble de la documentation habituelle afférente à l'exercice 2025 sera à disposition en temps et en heure après la clôture de cet exercice.

Concernant le point 2, j'ai beau ne pas être un novice dans le domaine, je suis incapable d'expliquer à mes collègues l'ensemble des opérations réalisées lors de ce PMAS. A minima, je souhaite disposer d'un exposé sous forme de document powerpoint :

1/ des principes et du réalisé 2025 liés au calcul de la valeur de l'action SG retenue

Pour rappel, le prix de souscription du PMAS est calculé sur la base d'un prix de référence, décoté de 20%, ce prix de référence étant une moyenne de VWAP sur une période de 20 jours précédant la réunion du conseil d'administration validant le principe et les caractéristiques du PMAS.

L'information est disponible dans nos communications RH

[date de calcul du prix :16 avril au 16 mai => figure dans la lettre du DG]

2/ Des principes et du réalisé 2025 liés au montant des souscriptions servies suite aux demandes des salariés et anciens salariés.

Pour rappel, les informations ont été présentées en réunion du CS du Fonds relais 2025 de juillet 2025.

3/ Des principes et du réalisé 2025 liés à la création du fond dédié

Pour rappel, le Fonds relais est créé après un agrément que nous recevons de l'AMF.

4/ Des principes et du réalisé 2025 liés à la fusion du fond dédié avec le fonds E existant

Cette information est présente dans la présentation de SG IS qui a été faite en réunion.

5/ Des principes et du réalisé 2025 liés à la publication de ces transactions dans Esalia

Les investissements du PMAS 2025 étaient visibles cette année dans Esalia le 28 juillet 2025.

2/ Exposé de la direction par écrit et par oral des documents à remettre et des dates de remise des documents prévu par l'article L214-165 du CMF :

Dans les entreprises qui disposent d'un comité d'entreprise, sont transmises au conseil de surveillance les informations communiquées à ce comité, en application des articles L. 2323-10, L. 2323-12, L. 2323-13, L. 2323-15, L. 2323-17, L. 2323-28, L. 2323-60 et L. 2325-35 à L. 2325-42 du code du travail, ainsi que, le cas échéant, copie du rapport de l'expert-comptable désigné en application des mêmes articles L. 2325-35 à L. 2325-42.

Les documents relatifs aux exercices 2022 et 2023, dont les rapports SECAFI, ont été envoyés par mails le 29 juin 2023 et le 27 juin 2024 aux membres du Conseil de surveillance. Le rapport de l'expertise annuelle des comptes 2021 avait fait l'objet d'un envoi le 10 février 2022.

Ceux relatifs à l'année 2024 ont été envoyés, avec retard, j'en conviens, le 24 novembre dernier.

Pour les éléments au titre de l'année 2025,

- les communications en lien avec les résultats trimestriels seront envoyés au fil de l'eau après publication (communiqué de presse et support analystes) et présentation en Plénière.
- Les autres documents, tels que les rapports annuels SECAFI, seront transmis aux membres du CS post passage devant le CSEC et les extraits de PV une fois qu'ils auront été adoptés.

Les documents seront envoyés post CSEC dans le courant du mois de juin pour les premiers, puis courant juillet et en septembre.

Je souhaite également disposer des documents présentés dans les conseils de surveillance des autres fonds salariaux disponibles dans les PEE, PERCO, PER Article 83 et PEROB. Ces documents ont été communiqués aux DSN et DSNA des organisations représentatives.

Cette demande personnelle est *a priori* sans lien avec ce Conseil. A la différence des dispositifs d'épargne retraite supplémentaire cités, les plans d'épargne salariale tels que le PEE (PERCO dispositif fermé) ne comptent pas d'instance paritaire de type « Conseil paritaire de surveillance ». En conséquence, aucuns documents en lien avec la gouvernance de ces dispositifs ne sont transmis aux DSN/DSNA.

Pour autant, un certain nombre de documents sont mis à disposition des porteurs de parts sur le site ESALIA (tels que le rapport annuel, rapport périodique, *reporting* mensuel ...) pour chacun des fonds communs de placement qui composent la gamme de Fonds du PEE (Fonds dédiés et Fonds multi-entreprises). Vous avez accès à ces documents avec vos accès à ESALIA.

En ce qui concerne les documents présentés/communiqués au conseil paritaire de surveillance du PER Valmy, les documents transmis aux DSN/DSNA n'ont vocation à être transmis qu'aux membres des délégations de cette instance de suivi.

Pour votre information, vous trouverez sur le site Sogéretreite, le document de performances des supports éligibles au PER Obligatoire (PER Valmy).

3/ Consultation des membres élus du conseil sur les démarches à initier par ce conseil pour garantir une protection juridique uniforme à tous les membres élus du conseil

Le Conseil de surveillance du Fonds E est une instance de gouvernance d'un dispositif d'épargne salariale. En l'absence de disposition légale tant dans le Code du travail que dans le Code monétaire et financier, les membres élus ou désignés pour représenter les porteurs de parts ne bénéficient pas d'un statut protecteur.

Le statut dont bénéficient certains membres des conseils de surveillance, Fonds E ou Fonds SG, l'est au titre de mandats de représentants du personnel, limitativement énumérés par le Code du travail.

Quoi qu'il en soit, un règlement d'un FCPE ne peut pas créer un statut *ad hoc* pour les membres du Conseil qui le compose.

Pour votre information, vous trouverez sur le site Sogéretreite, le document de performances des supports éligibles au PER Obligatoire (PER Valmy).

Fait à Paris La Défense le 3 décembre 2025 (17h47)

Un membre du Conseil de
surveillance⁽¹⁾

Nom et signature

Laurent PONTAZZI
Extrait certifié conforme

(1) Faire précéder les signatures par la mention « extrait certifié conforme »



Le Président de séance⁽¹⁾
du Conseil de surveillance

Extrait certifié conforme

Nom et signature

Emmanuelle Potelle
Emmanuelle Potelle